

KAZAGUI Serge Aimé Joachim

**L'IDÉE DU
DÉVELOPPEMENT DE
L'AFRIQUE PAR LA
DÉMOCRATIE**

*Comprendre le développement de l'Afrique à la lumière de la
rationalisation théorique et pratique de la démocratie*

**P
E**
ÉDITION.

Tous droits réservés pour tous pays

Photos de couverture :

© P-E.EDITION, Septembre 2025

ISBN : 9789403828176

Toute représentation ou production, par quelque procédé que ce soit sans consentement de l'auteur, constituerait une contrefaçon sanctionnée par la loi

DEDICACE

**À Mon père Monsieur Jean-Claude
KAZAGUI**

REMERCIEMENTS

Nos sincères remerciements à tous les professeurs de philosophie qui nous ont enseigné à l'Université de Bangui.

Une gratitude particulière est due au Dr. M. Guimendego (Université de Bangui), au Dr. Ken Harper (Université de Syracuse, USA), à M. Eddy Salamatou (Ingénieur et Architecte logiciel, Australie), à M. Charlie Gbalanga (Entrepreneur, RCA), à M. Francis Gadenga (Leader ecclésial).

PRÉFACE

Le passage de l'humanité du XXe au XXIe siècle, s'est opéré dans une vision intellectuelle et sociale regroupant les nations de façon idéologique en pays développés, pays émergents, pays sous-développés. Cette période, marquée par des faits comme la chute du mur de Berlin, la dislocation de l'ex URSS et le discours de forte tonalité du Président François Mitterrand à la Baule en 1990, a redynamisé tous les domaines de la connaissance avec le développement de nouveaux paradigmes, le renversement des anciens critères d'évidence, l'enrichissement de la philosophie politique et son rapprochement avec la philosophie du développement.

Depuis lors, la philosophie politique entre de plus en plus en liaison avec la philosophie du développement et s'inscrit, à l'époque contemporaine, dans une dynamique d'ouverture à de multiples espaces de réflexion prenant en compte les problèmes d'une importance capitale comme ceux de la gouvernance mondiale, du bien-être de l'homme et du développement des différentes parties du monde.

Les questions du développement de l'Afrique, n'étant pas restées en marge de ce processus, sont ainsi devenues une réalité très fluctuante en contenu en raison de leur enrichissement considérable par les théoriciens de la politique et par de nouvelles contributions africaines. La philosophie du développement de l'Afrique a connu un long chemin théorique qui va de la construction des approches globales et nouvelles à celles arrimées à l'échelle africaine.

Cependant, sur ce vaste chantier de l'innovation intellectuelle et politique, apparaît « L'idée du développement

de l'Afrique par la démocratie », évoquée par le Président Mitterrand à la Baule en France en 1990 et marquant un tournant décisif dans la conception du développement, mais aussi dans la relation entre le développement et la démocratie. Le Président Mitterrand, intellectuel et homme politique, se révèle ici comme le promoteur d'une vision unilatérale du développement caractérisée par cette pensée: « Il n'y a pas de développement sans démocratie, ni de démocratie sans développement ». Force est de reconnaître que beaucoup d'intellectuels et de politiques, à l'instar du Président, s'engagent dans la dynamique d'une considération unilatérale du développement et du sous-développement. Autrement dit, hormis quelques rares exceptions, les commentaires sur le développement en général, et sur celui de l'Afrique en particulier sont peu sensibles à l'idée de l'existence de deux types de sous-développement.

Cela relève sans doute de la fidélité de certains écrits à une vision unilatérale influencée par le rêve occidental du développement. Or, il convient d'admettre que reconnaître l'existence de deux types de sous-développement ne ferait qu'éclairer d'un nouveau jour le débat sur le développement de l'Afrique, aussi bien sur le chantier de l'innovation intellectuelle en Afrique que dans le reste du monde. Il est donc question de mettre en exergue dans cet ouvrage l'idée selon laquelle, certaines réalités scientifique, économique, militaire, géopolitique du XXe au XXIe siècle démystifient les tenants d'une vision unilatérale du développement et obligent à reconsidérer la relation qui existe entre le développement et la démocratie dans ce premier quart de siècle.

Bien que partisan de la démocratie et contrairement aux idées reçues, nous voulons, à partir de notre diagnostic de la question, montrer que « l'idée du développement de l'Afrique

par la démocratie », centre d'intérêt du discours de la Baule doit être vue dans une nouveauté essentielle.

INTRODUCTION

Depuis l'antiquité jusqu'à l'époque contemporaine, la recherche du bien-être social s'est révélée comme l'une des préoccupations fondamentales des hommes où qu'ils soient, à quelque race qu'ils appartiennent et à quelque idéologie qu'ils adhèrent. Tout se passe comme si dans la hiérarchie des priorités de la vie humaine, l'amélioration des conditions d'existence est au faite des aspirations des hommes. En effet, les progrès scientifiques et techniques réalisés, les réformes politiques et économiques opérées, la création de nombreux domaines du savoir témoignent, de façon indéniable, d'une volonté humaine tournée vers le dépassement de la routine, la transformation de l'environnement mais surtout l'opposition au mal être existentiel.

Dans un autre sens, on peut dire que l'éradication des maux qui entravent la quiétude et le bon fonctionnement des relations entre les hommes constitue pour l'humanité des défis permanents à relever. Cela explique que l'homme est à jamais engagé dans une lutte contre l'injustice, l'oppression, la maladie, bref tout ce qui le rendrait misérable, l'avilirait, écourterait sa vie ou la supprimerait.

C'est ce qui justifie aujourd'hui l'attachement de toutes les nations à la question du développement qui est devenue le centre de tout intérêt. Presque tous les grands problèmes inscrits à l'ordre du jour des colloques, des conférences, des débats nationaux et internationaux sont axés sur le développement. Le développement est aussi ce mot passe-partout à l'usage chez les éditorialistes, les politiques et les écrivains de toutes les plumes, les consultants et spécialistes de la question. C'est pourquoi en considérant la façon dont le terme est médiatisé, l'économiste allemande Anna Aron a dit : « *S'il existe des mots qui depuis le*

*début du 21^{ème} siècle parlent fort que tous les autres, celui de bonheur ou encore de développement est en haut de la liste ».*¹

En effet, toutes les parties du monde se préoccupent du problème du développement. L'Afrique aussi ne s'est pas dérobée de la question. Avec les moyens à sa portée, elle s'est dessinée des schémas de développement qui ont déterminé l'histoire qu'elle vit en ce début de XXI^e siècle, la position qu'elle occupe sur la scène internationale et la relation qu'elle entretient avec les autres continents. Seulement, un regard sur l'état des lieux en Afrique et sur les indicateurs de développement de cette partie du monde montre qu'elle n'occupe pas une place de choix parmi les autres nations du monde.

L'Afrique apparaît de façon générale sur les écrans du monde sous formes de clichés dramatiques. Son image qui s'impose souvent à la conscience du monde est misérable et pitoyable : celle de la partie du monde la plus pauvre et soumise à la fatalité ; celle d'un monde qui n'est pas encore entré dans l'histoire ; celle d'un lieu où l'homme passe apparemment tout son temps à repousser la mort de quelques instants. Qu'ils s'agissent de son aspect naturel ou des hommes qui la peuplent, c'est la catastrophe qui la caractérise : l'avancement du désert qui engloutit chaque année des millions d'hectares et l'exploitation abusive des forêts constituent un déséquilibre naturel. Son rythme démographique est le plus rapide au monde et des centaines de millions de ses habitants semblent n'avoir pour avenir que l'aumône des pays riches. « *La ration quotidienne d'un africain est la plus faible au monde : 2150 calories par jour et par personne, 1500 calories dans certains pays. Elle est de 3500 calories en Europe et en Amérique du*

¹ Anna Aron, Développement ou nature humaine ? PUF, Paris, 2005, p.36.

Nord »². L'Afrique est accablée de dettes tant intérieures qu'extérieures. Elle connaît une marginalisation dans le commerce mondial. Elle est le lieu de toutes les pratiques de la violence connues sous formes de mutinerie, de coups d'état, de rébellion, de guerre civile, de crimes politiques, etc.

A l'examen de ces faits, on serait tenté de conclure que le continent est le lieu de tous les risques et de toutes les malédictions. C'est d'ailleurs ce que dit Egard Pisani en ces termes : « *L'Afrique semble maudite, condamnée à être le tiers-monde du tiers-monde, le pôle négatif de l'univers, sa mauvaise conscience* »³.

De surcroît, de nombreux intellectuels et analystes afro-pessimistes, pour décrire la situation qui prévaut dans cette partie du monde, ont pris l'habitude de ressasser les termes suivants : sécheresse, famine, pauvreté, désastre écologique, faillite, crise politique et économique, corruption et mal gouvernance, génocide et guerre civile, dictatures héréditaires et césarisme politique, favoritisme et abus de pouvoir, etc. La liste n'est pas exhaustive, tant s'en faut !

Mais ce défilé de misères dont le continent est accablé ne résume pas toute sa réalité. L'image d'une Afrique de tous les malheurs et catastrophes est partielle, partielle et même unilatérale. L'aspect négatif ne peut dissimuler tout ce qu'il y a eu de bon en termes d'évolution et de révolution et qui suscite en nous de l'optimisme.

Optimiste, nous le sommes pour les efforts des Etats, les progrès des élites, le courage des populations et tous les actes honorables posés à l'échelle nationale ou internationale par des leaders et des intellectuels dont les noms ne peuvent être

² Edgard Pisani, Pour l'Afrique, Odile Jacob, Paris, 1988, p.20.

³ Edgard Pisani, *Idem*, p. 18.

relégués aux oubliettes de l'histoire. Le nom de Nelson Mandela connote le refus de la dictature, la défense de l'autonomie d'une nation et le rejet d'un complexe de supériorité qui a animé un peuple (Les Britanniques) à l'endroit d'un autre (les zulus). Le mouvement de la négritude, du fait de son effort pour réhabiliter les noirs, apparaît avec les acteurs comme Léopold Sédar Senghor comme une entreprise à encourager en Afrique. Les efforts de Kwaméh Nkrumah en vue de réaliser l'unité africaine sont comptés parmi les actes qui ont fait la fierté des africains. B. Boganda dans sa lutte pour la défense des droits de l'homme a été l'homme de la situation pour l'accession à l'indépendance de la R.C.A. Wangari Maathai (plusieurs fois emprisonnée) a valeureusement combattu pour la protection de l'environnement et le développement dans le cadre de ce qu'elle a appelé « le mouvement de la ceinture verte ». Hellen Johnson-Sirleaf est la première femme en son temps à diriger un Etat africain après avoir été élue en 2005. Après le génocide de 1994, le Rwanda a connu un essor économique sans précédent, et son parlement qui compte cinquante pourcent de femmes est le plus féminisé au monde.

Tout ne semble donc pas aller dans le mauvais sens en Afrique. Il existe des hommes qui se sont battus contre vents et marrées pour défendre les intérêts du continent. Seulement, ce qui laisse réfléchir est son rythme de progression qui fait d'elle le « souffre-douleur » du monde : pendant qu'elle cherche à avancer, de nombreuses contraintes, tant au niveau interne qu'externe, donnent du fil à retordre aux artisans du développement de cette partie du monde. Ces contraintes pèsent lourdement sur le continent au point que ce qui fait sa faiblesse est souvent plus important que ce qui fait sa force. Les propos de l'économiste François Sapin nous disent davantage sur cette question : *« il y a sur le chemin du développement de l'Afrique une dialectique qui prête à confusion. Celle de l'addition dans*

la soustraction et inversement de la soustraction dans l'addition. Ce qui est touchant c'est que dans la plupart des cas, ce qui est soustrait n'équivaut pas ce qu'on ajoute. Le recul est toujours plus lourd que le progrès»⁴. Mais au-delà de ces faits, la question du développement de l'Afrique revêt une autre importance quand on considère les réalités et les chiffres qui suivent : d'abord, l'histoire du continent semble s'inscrire depuis des siècles dans le cadre de la domination. L'Afrique noire a subi l'esclavage des arabes, la traite transatlantique et la colonisation. Les plaies occasionnées par ces trois faits sont loin d'être totalement pansées. Ensuite, « *au début du troisième millénaire, l'Afrique est le seul continent dont les indicateurs humains évoluent à rebours de ceux des autres* »⁵. Selon l'association ATTAC, « *27 des pays les plus pauvres se trouvent en Afrique. Et en ce début de XXI^e siècle, elle comprend 34 des 48 pays considérés comme les moins avancés. Et le patrimoine des 15 individus les plus fortunés au monde dépasse le PIB total de l'ensemble des pays de l'Afrique sub-saharienne* »⁶.

Voici autant de fait qui légitime de nos jours la pensée de René Dumont et de Thierry Michalon largement partagée par de nombreux spécialistes de l'Afrique selon laquelle : « *l'Afrique est mal partie mais elle fait encore fausse route* »⁷.

C'est dans le contexte actuel d'une Afrique décadente et léthargique qu'apparaît la nécessité de repenser la question de son développement qui, tout aussi importante qu'elle soit, est un sujet à controverse car les avis ne sont pas unanimement partagés sur les perspectives à envisager et sur les véritables moyens à utiliser. Certes, aucun penseur ne peut se soustraire au

⁴ François Sapin, Le paradoxe en Afrique, l'Harmattan, Paris, 1998, p.70.

⁵ Edgard Pisani, *Ibidem*, p.10.

⁶ Edgard Pisani, *Ibidem*, p.33.

⁷ Thierry Michalon, Quel Etat pour l'Afrique, l'Harmattan, Paris, p.10.

principe de la contradiction, surtout quand il est question d'un sujet aussi important. Cependant c'est à la validité intellectuelle des écrits que nous nous intéressons en ce sens que nous voulons comprendre si les ouvrages porteurs d'opinions sur l'Afrique sont tous adaptés aux réalités africaines de l'heure ?

Mais en considérant les divergences qui opposent les intellectuels qui débattent de la question, nous pouvons les répartir en trois groupes : d'un côté les adeptes, de l'autre les renégats et enfin les opposants.

Les adeptes pensent qu'avec le retard que le continent a pris, l'effort pour élever son niveau de vie doit être parallèle à celui qui a mené les occidentaux au niveau où ils se trouvent, ils ne voient dans ce terme de développement ni l'homo africanus (l'homme africain), ni l'homo europeanus (l'homme européen) mais l'homo universalis (l'homme universel) parce qu'ils considèrent l'humanité comme un tout où les plus faibles doivent s'inspirer du modèle des plus forts

Les renégats, dans une attitude nourrie de méfiance, supposent que l'Afrique doit rechercher son développement en unissant les produits de l'héritage culturel du continent aux idées du modèle occidental de développement. En s'appuyant sur des exemples comme l'échec des ajustements structurels proposés par la banque mondiale pour un décollage économique africain et sur celui de la démocratisation des pays africains, ils supposent que toutes les propositions des occidentaux sur la croissance de l'Afrique doivent être appliquées de façon sélective. C'est aussi dans ce sens que Jean-Pierre Mara a déclaré: « *Nous devons évaluer en interne les projets et études pensés pour nous par les étrangers afin d'analyser leurs*

*conséquences sur la pauvreté et tirer le bénéfice dans les négociations à venir avec les organismes internationaux »*⁸. Il y ajoute ce mot: « *ces derniers (les partenaires internationaux), par méconnaissance ou ignorance, offrent leurs solutions du développement diamétralement opposées à celle qu'attendent les pays africains »*⁹.

Enfin, ceux que nous qualifions d'opposants considèrent le développement comme un modèle de l'idéal européen du bien-être, une extension pure et simple au monde de la culture occidentale sous-tendue par une volonté hégémonique. Pour eux, le terme de « développement » ayant été utilisé pour la première fois en occident, n'est qu'un instrument pour le renforcement de la politique géostratégique des pays du Nord. Un tel état d'esprit tire sa source première dans les déclarations comme celles du président Nixon qui dit: « *Rappelons-nous que le but de la coopération au développement n'est pas d'aider des pays tiers mais de nous aider nous-mêmes »*¹⁰. Dans ce groupe figure l'économiste zambienne Dambisa Moyo qui appelle à la suppression de l'aide internationale qu'elle accuse « d'avoir appauvri les pauvres » en Afrique. En s'inspirant du modèle chinois, ceux qui défendent cette thèse veulent que le progrès du continent se réalise sur la base d'un effort purement interne sans passer par les fameuses aides au développement qu'ils jugent préjudiciables à la quête du bonheur en Afrique.

Toutefois, que les thèses se contredisent ou concordent, force est de reconnaître que le caractère primordial de la question du développement s'impose comme un impératif

⁸ Jean-Pierre Mara, Oser le changement en Afrique, l'Harmattan, Paris, 2008, p.89.

⁹ Jean-Pierre Mara, *Ibid*, p.89.

¹⁰ Teranga.com/une-nouvelle-vision-de-l'aide-au-developpement/

catégorique en ce début de XXI^e siècle. Le besoin d'un progrès objectif relève véritablement de l'urgence car l'Afrique est la partie la plus pauvre du monde, et de ce fait, court un risque de marginalisation. Cette urgence devient aussi un absolu quand on considère les mutations qui s'opèrent au cours des siècles et qui changent la donne des relations internationales. Car, non seulement les autres continents ne sont pas passifs mais aussi, l'histoire a toujours été marquée par le phénomène récurrent de l'apparition et de la disparition des empires ainsi que de la domination de nouveaux Etats sur la scène internationale. Tout se passe comme si une loi inexorable établit le principe selon lequel un Etat phare ou un groupuscule d'Etats exceptionnels devrait à chaque époque déterminer le sort du reste de l'humanité en détenant le leadership suprême. C'est comme un fait cyclique par lequel une nation se hisse au premier rang pour relayer d'autres qui ont régné dans les moments passés. Les exemples de la domination médo-Perse, babylonienne, grecque, romaine illustrent cette idée.

Cependant, auréolés par leur prestige ou pour des raisons géopolitiques, ces nouvelles puissances qui émergent ont souvent voulu s'ériger en maîtres absolus de la destinée des autres en imposant leur culture ou leur vision du monde. Et les nations les plus faibles ont subi avec des conséquences vécues à long terme la suprématie de ces puissances. Ce fait rend assez important la recherche du développement si l'Afrique doit se prémunir à l'avenir contre toute forme de domination.

Mais il est clair qu'en Afrique, les efforts de progrès souffrent de l'absence d'une volonté objective de rationalisation de la société par une politique prenant en compte toutes les données et les exigences du développement. Autrement dit, le

retard du continent est en liaison directe avec le problème politique.

Il s'avère donc difficile de parler des phénomènes concernant la production, la distribution et la consommation des ressources, des biens matériels, en somme du bien-être, dans la société africaine sans se référer au système politique qui surplombe cette région. Il s'ensuit que les théoriciens du développement de l'Afrique sont inéluctablement confrontés à la question politique.

En parlant de politique, un regard porté sur le monde permet de reconnaître que c'est le modèle d'organisation politique libéral qui s'impose aujourd'hui. L'Afrique, pour le cas qui nous préoccupe, n'est pas restée en marge du processus.

Aux modèles d'organisation politique fondés sur la philosophie d'un chef ou d'un leader tout-puissant, a succédé une montée des revendications du système libéral de régulation. Celle-ci a été marquée par la volonté de mettre en crise l'autoritarisme ou les présidentialismes absolus reconnus comme une sorte de coutume africaine s'exprimant dans la trilogie: un homme, un parti, une nation. Il y a eu l'abandon des régimes militaires (Bénin, Burundi...), socialo-marxistes (Guinée, Madagascar, Congo), bref des systèmes préexistants pour un retour à l'ordre constitutionnel.

Seulement, une véritable énigme s'est attaché à l'histoire de la démocratie en Afrique quand on se rend compte que seule la phase de transition a réussi alors que celle de l'enracinement pose problème. Tout se passe comme si ce qu'on appelle démocratie sur le continent n'était en fait qu'un effort pour